



Angers, le 20 avril 2020

Monsieur Geoffroy ROUX DE BEZIEUX
Président du Medef

Monsieur Laurent BURELLE
Président de l'AFEP

Monsieur Thierry COGNET
Président du CCFA

Monsieur Alexandre de JUNIAC
Directeur général de l'IATA

Sujet : vos actions de lobbying pendant la crise du coronavirus

Messieurs les Présidents, Monsieur le Directeur général,

Notre pays traverse une crise sans précédent, aux dramatiques conséquences sanitaires, économiques et sociales. Nous partageons, vous et moi, la volonté de préservation des emplois et des savoir-faire dans cette épreuve inédite. Je crois que nous partageons aussi la nécessité que les entreprises soient mieux accompagnées qu'aujourd'hui dans la transition écologique et solidaire.

Il est normal que vous vous mobilisiez auprès du gouvernement pour le compte des entreprises que vous représentez. Je suis conscient des graves difficultés économiques auxquels leurs secteurs font face, et nous avons tous à cœur d'éviter la destruction de centaines de milliers d'emplois ou la perte de savoir-faire précieux. C'est, en revanche, moins normal - voire inacceptable - que cette crise économique soit utilisée comme prétexte pour contourner, voire supprimer, les lois et réglementations environnementales en vigueur, ou pour demander de différer les engagements pris sur la baisse des émissions. L'État doit aider nos entreprises, mais pas au prix d'une régression des normes environnementales ni de renoncements sur la -si nécessaire- transition, y compris pour assurer la rentabilité de nos entreprises. On ne fera pas de business dans un monde dévasté.

Il semble que vous ayez, ces derniers jours, mené un certain nombre d'actions coordonnées, et pour certaines très discrètes, visant à amoindrir les progrès sur la transition écologique et solidaire. Par exemple :

- Un courrier du MEDEF à la Ministre de la transition écologique et solidaire, demandant un report de certaines dispositions importantes de la loi climat énergie et de la loi mobilité, pourtant votées il y a seulement quelques mois.
- Une note de synthèse de l'Association Française des Entreprises Privées (AFEP) au gouvernement, demandant notamment un report des dispositions de la loi économie circulaire et de la révision de la directive émissions industrielles.
- Des documents et échanges avec le gouvernement, menés par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), visant à revenir sur la réglementation

européenne qui impose, à partir de 2020, des émissions moyennes de 95 gCO₂/km pour les voitures neuves, ainsi que des actions similaires au niveau européen.

- Des demandes de l'Association du transport aérien international (IATA), visant à reporter le -pourtant déjà pas très ambitieux- système de compensation des émissions du transport aérien, qui devait se mettre en place cette année.

Permettez-moi de trouver tout cela particulièrement choquant, au moment même où l'Etat injecte des dizaines de milliards d'euros dans les mesures de soutien à l'économie et va même investir 20 milliards d'€ directement au capital de certaines des entreprises que vous représentez.

Dans un souci de transparence des relations entre les lobbys et les responsables politiques, sujet si important aux yeux de nos concitoyens, je vous remercie de nous faire parvenir les éléments ci-dessus que vous avez transmis au gouvernement depuis le début de la crise, et surtout, de les rendre publics.

Ces documents, que vous voudrez bien me communiquer par retour, intéresseront par ailleurs sans nul doute tous les parlementaires, en particulier ceux membres de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'impact, la gestion, et les conséquences dans toutes ses dimensions de l'épidémie de Coronavirus-COVID19 en France.

Je pense que vous vous trompez de combat : se battre contre la transition écologique et solidaire, c'est se battre contre l'emploi durable et contre un futur viable, pour les citoyens comme pour les entreprises que vous représentez.

Vous remerciant de la suite que vous donnerez à cette demande, et restant à votre disposition pour de futurs échanges, je vous prie d'agréer, Messieurs les Présidents, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sincères salutations,

Matthieu Orphelin
Député de Maine-et-Loire



Copie au Premier Ministre et à Madame la Ministre de la Transition écologique et solidaire